

Reçus par Attal, des syndicats étudiants demandent une "réévaluation urgente" des bourses

Paris, 14 nov. 2019 (AFP) -

Les syndicats étudiants la Fage et l'Unef ont exigé jeudi à l'issue d'une réunion avec le gouvernement une "réévaluation urgente" des bourses universitaires, après l'immolation d'un étudiant de 22 ans à Lyon qui a provoqué des mobilisations sur les campus.

"Il y a eu de l'écoute, des constats partagés, maintenant, on n'a pas eu d'engagement à l'heure actuelle", a regretté Orlane François, présidente de la Fage, à la sortie d'un entretien avec le secrétaire d'Etat en charge de la Jeunesse Gabriel Attal et le cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal.

La Fage, premier syndicat étudiant, demande "des réponses concrètes avant vendredi soir, à la sortie de l'ensemble des rendez-vous avec les organisations étudiantes", a-t-elle ajouté précisant qu'il y a "une nécessité urgente à ce qu'il y ait une réévaluation des montants et qu'ensuite on travaille sur une réforme profonde des bourses".

Sans quoi, le syndicat étudiant explique "réfléchir à des modalités de mobilisation dans les jours qui arrivent".

Mélanie Luce, présidente du deuxième syndicat Unef, regrette une absence de "réponse concrète" à ce stade.

"On veut un plan d'urgence de refonte des aides sociales étudiantes pour augmenter le montant et le nombre de boursiers mais aussi un statut reconnu avec des droits", a-t-elle ajouté.

L'Unef appelle à "maintenir la pression, au travers notamment d'assemblées générales sur la précarité étudiante dans les universités".

Les autres syndicats Uni, FSE et Solidaires seront eux reçus vendredi après-midi.

Ces entretiens interviennent six jours après l'immolation d'un étudiant de 22 ans devant un restaurant universitaire.

Il est toujours entre la vie et la mort à l'hôpital.

En difficulté financière - il avait perdu sa bourse en "triplant" sa deuxième année de licence à l'université Lyon 2 -, le jeune homme a expliqué son geste dans un message où il alertait sur la précarité étudiante.

En début de semaine, ce drame a provoqué des mobilisations parfois ponctuées d'incidents sur des campus à Paris, Lyon où Lille.

"Cela fait des années qu'on alerte sur la question et là on est dans une situation où on ne peut plus attendre", a poursuivi Orlane François.

Emmanuel Macron "a annoncé il y a quelques jours à Bruxelles que le principe des 3% (le seuil que le déficit public ne doit pas franchir par rapport au PIB, nldr) était dépassé et qu'il fallait investir... Je lui tends la perche", a-t-elle insisté, rappelant que les étudiants sont "un investissement".

"Il faut un investissement massif, de plusieurs centaines de millions d'euros, pour sortir les 20% de jeunes actuellement sous le seuil de pauvreté", a demandé Orlane François.

ito-asm/tib/sl

Afp le 14 nov. 19 à 13 09.